

C.Q.F.D

# L'effet gilets jaunes fera probablement payer plus d'impôts à nos enfants

L'État n'a pas la baguette magique pour répondre à des revendications contradictoires



© LIONEL URMAN/SIPA



*Mécomptes publics, François Ecalle*

Les gilets jaunes disent souvent qu'ils se révoltent parce que le pouvoir d'achat est insuffisant et la pression fiscale excessive. Leur mouvement aura cependant pour effet de réduire le pouvoir d'achat et d'aggraver la pression fiscale.

Les dégâts commis devront d'abord être réparés et le coût de ces réparations sera d'abord supporté en partie par les ménages et entreprises touchés, et en partie par leurs assureurs. Dans un deuxième temps, les entreprises augmenteraient leurs prix et les assureurs feront payer tous leurs clients en relevant les primes. Notre pouvoir d'achat diminuera donc.

Les administrations devront payer la remise en état des biens publics dégradés, mais leur principale perte résultera des effets de la baisse de l'activité économique sur leurs recettes. Le blocage des routes et magasins fait baisser le chiffre d'affaires des entreprises. L'Insee a estimé que les grèves du printemps dernier ont fait perdre environ 0,1 point de PIB. Cet effet est souvent

différente car beaucoup de commerces réalisent l'essentiel de leur chiffre d'affaires dans les semaines avant les fêtes. Ces pertes risquent donc de ne pas être compensées plus tard. Les images de violence peuvent en outre avoir un impact durable sur les touristes et investisseurs étrangers.

### Trois solutions

Si on retient une diminution du PIB de 0,1 point, les pertes de recettes fiscales et sociales seront de 1,0 Md€. Il n'y a alors que trois solutions :

Soit le déficit public est augmenté de 1,0 Md€, ce qui signifie que l'État emprunte cette somme et que nous passons la facture à nos enfants. C'est l'option la plus souvent retenue en France.

Soit les dépenses publiques sont diminuées de 1,0 Md€, mais le gouvernement a déjà prévu des économies importantes qu'il a du mal à mettre en œuvre. C'est une option irréaliste et beaucoup de gilets jaunes la refusent. En effet, les dépenses publiques sont essentiellement constituées de services publics et de prestations sociales, surtout des retraites et des remboursements de soins, que beaucoup veulent augmenter.

Soit le taux des prélèvements obligatoires est majoré de 0,1 point et nous payons plus d'impôts et cotisations. Si l'État recourt à l'emprunt, nos enfants paieront plus d'impôts.

Certains diront qu'il suffit de prélever ces impôts sur les entreprises et les riches. Dans le premier cas, les entreprises embaucheront moins et la facture sera payée par les chômeurs. La France a souvent choisi la deuxième option et en ce cas, un peu plus de ménages partiront à l'étranger avec leurs capitaux en aggravant le déficit de nos échanges extérieurs.

Pour satisfaire les revendications des gilets jaunes, il faudrait à la fois que l'État réduise la pression fiscale et redistribue du pouvoir d'achat, mais il n'a pas la baguette magique nécessaire. En fait, il se contente le plus souvent de passer l'addition à nos enfants.

Le site [www.fipeco.fr](http://www.fipeco.fr) développe les analyses de François Ecalle.

### A lire également

[Mécomptes publics - les chroniques de François Ecalle](#)

Publié le 04/12/2018

Catégories :

[Economie](#) / [Politique](#) / [Affaires publiques](#) / [Mécomptes publics](#) /



**L'article ne possède pas encore de commentaires !**

**Si vous êtes connectés, vous pouvez laisser un commentaire ci-dessous.**